

De l'amalgame entre analyse-système, recherche participative et recherche-action, et de quelques problèmes autour de chacun de ces termes

Jean-Pierre Olivier de Sardan

Ecole des hautes études en sciences sociales, Marseille,
France
ou ORSTOM, Niamey, Niger

Pour un chercheur extérieur comme moi à la recherche agronomique en général et à la recherche-système en particulier, il est surprenant de constater à quel point, dans un colloque tel que celui-ci, un certain nombre de notions ou de mots clés, qu'à priori rien ne rapproche, semblent fonctionner de façon apparentée, voire permutable : recherche-développement, analyse-système, *farming systems research*, recherche-action, recherche participative... Tous ces termes semblent avoir des liens de complicité ou d'affinité sélective, et forment une sorte de nébuleuse ou de constellation, qui se présente clairement comme une "nouvelle approche", s'opposant aux approches dites classiques, verticales, en station, linéaires, voire positivistes. Divers concepts semblent enchâssés dans cette approche (modèles systémiques, structures paysannes, savoirs populaires, systèmes de production...), entrent de ce fait en correspondance, et vibrent comme des harmoniques.

Quitte à rompre cette symphonie consensuelle, et au risque d'émettre quelques fausses notes, je voudrais ici désagréger cet assemblage fusionnel, et proposer de voir en tout cela trois registres en fait fort différents, dont la distinction me semble de loin préférable à la confusion :

- le registre épistémologique, qui est celui où l'analyse-système se propose comme un paradigme scientifique qui s'oppose à un paradigme déductif-linéaire antérieur ;
- le registre populiste, selon lequel la recherche sur le terrain, à l'écoute des agriculteurs, se démarque des recherches en station et en laboratoire, et s'attache à mettre en valeur l'étude des pratiques et logiques paysannes "dèjà là" ;
- le registre opérationnel, où une recherche liée à l'intervention et à l'action se dresse contre les recherches académiques et fondamentalistes d'antan.

L'amalgame de ces trois registres sous le label d'analyse-système (ou de tel autre des mots clés ici associés) a certes des effets positifs en termes de marketing (à l'image des



lessives “trois en un” ou des magnétoscopes à 24 fonctions), il ne va pas de soi et produit des effets pervers. En découplant ces trois registres, dont chacun relève en fait de règles du jeu spécifiques et pose des problèmes fort distincts, on peut permettre une évaluation plus sereine des avantages et inconvénients respectifs des postulats et thèses qui leur sont attachés.

Ce découplage, cette désagrégation seront ici opérés du point de vue des sciences sociales, ou plus exactement d'une certaine orientation en sciences sociales, à savoir à partir de notre propre vision de la socio-anthropologie du développement (Olivier de Sardan, 1995). Cette précision est une précaution : j'entends reconnaître par là les limites de ma démarche, surtout en cette enceinte.

L'analyse-système

Le systémisme a pu et peut encore apparaître comme une idéologie scientifique (ou un ensemble de paradigmes) de remplacement consécutive à la crise des marxismes, débarrassée des connotations politiques-prophétiques et de la rhétorique dogmatique du marxisme d'une part, mais cependant capable d'autre part de donner un sens à la complexité des phénomènes sociaux, et ceci d'autant plus lorsqu'il s'agissait de disciplines “non sociales”, mais entrant en contact quasi nécessaire avec les pratiques sociales (comme l'agronomie ou l'écologie). Cependant, il faut bien reconnaître que l'analyse de systèmes, dès lors qu'elle pénètre en sciences sociales, recouvre pour une part un effet de langage, soit qu'il s'agisse de recourir à un vocabulaire issu de la cybernétique et prenant le relais des procédés métaphoriques antérieurs (biologie, linguistique, économie), soit qu'on ait affaire à une simple opération de ravalement, sur des édifices conceptuels déjà anciens (systèmes, sous-systèmes, interfaces, rétroactions n'étant que les versions modernes de structures, niveaux, liens, influences...).¹

En fait, on peut considérer l'analyse systémique soit comme un paradigme, soit comme une métaphore.

L'analyse systémique comme paradigme ?

En tant que paradigme, l'analyse systémique offre deux versions : une version maximaliste, qui consiste à dire que la réalité est un système, et une version minimaliste, qui se contente d'affirmer que tout se passe comme si la réalité était un système. Dans les deux cas de figure, au sein des disciplines où l'analyse-système a prospéré, comme la thermodynamique bien sûr, puis l'écologie ou l'agronomie, l'ensemble conceptuel organisé autour de la problématique systémique est à la fois auto-régulé et systématique. Il s'agit donc là, pour lui appliquer sa propre grille d'analyse, d'un système, mais d'un sys-

¹ On peut ainsi remarquer que l'ouvrage précurseur et largement méconnu de Boukharine, écrit en pleine révolution d'Octobre, contient déjà en germe toute la perspective systémique contemporaine (Boukharine, 1971).



tème particulier : un système conceptuel. C'est ce que depuis Kuhn on appelle volontiers un paradigme.

De sérieux problèmes toutefois surgissent dès lors qu'on tente d'exporter ce système conceptuel vers d'autres champs d'application, en particulier vers les pratiques et comportements humains. C'est en effet qu'en sciences sociales, l'analyse systémique peut difficilement prétendre au rang de paradigme. Ceci est avant tout inhérent aux propriétés de l'objet spécifique des sciences sociales. Les significations culturelles et les pratiques sociales sont fort loin d'être des systèmes, tant dans l'acception maximaliste que dans l'acception minimaliste. Il faut s'y résigner. Les stratégies des acteurs, l'ambivalence des comportements, l'ambiguïté des représentations, tout cela non seulement ne peut se modéliser sous forme de système, mais est contradictoire avec la notion même de système, avec ce qu'elle évoque et de cohérence et de fonctionnalité. Ni la société ni la culture ne sont des systèmes proprement dits, et les considérer comme tels, c'est faire fi de tout ce qui constitue la particularité même du social, les stratégies multiples des acteurs, l'agencéité humaine (*agency*, chez le sociologue anglais Giddens ; Giddens, 1987), les jeux de pouvoir, les contradictions et incohérences qui sont au cœur de toute pensée et de toute pratique.

C'est pour cela que l'entreprise de la socio-anthropologie ne peut être nomologique, qu'il n'y a pas de "lois" de l'histoire (si l'on donne un sens rigoureux à ce terme), et que les procédures de formalisation propres aux sciences de la nature ne peuvent être que des moments fugitifs dans des sciences sociales condamnées au langage naturel (Passeron, 1991). Nous sommes pour l'essentiel dans un registre de la plausibilité et non dans l'espace poppérien de la falsifiabilité.

L'analyse systémique comme métaphore ?

Mais pourtant le vocabulaire systémique est sans cesse utilisé en sciences sociales. C'est qu'il se prête volontiers à des acceptions plus lâches. On est alors dans le registre de la métaphore, qui est un des registres les plus utilisés des sciences sociales, même s'il y est de bonne guerre de tirer sur les métaphores des autres (cf. encore Passeron, 1991). La métaphore est d'ailleurs encore plus omniprésente dans le sens commun. Si la société n'est ni un système "pour de vrai", ni un "quasi-système", du moins peut-on jouer avec désinvolture, voire distraction, à lui appliquer des notions qui laissent vaguement entendre qu'on pourrait la considérer comme telle. Dans ce décalage entre ce qu'elle est et comment on entend la considérer, ne se produit-il pas des effets d'intelligibilité intéressants ? Au lieu d'un système paradigmatique dur, on a alors affaire à un système métaphorique lâche. La productivité d'une telle démarche est réelle. Mais ses dangers ne le sont pas moins, comme pour tout usage systématique d'un système métaphorique. En fait, le recours à un système métaphorique nouveau (importé dans un champ où il n'était pas jusque-là utilisé) produit toujours des effets positifs à ses débuts (cf. l'usage de la métaphore organiciste au début des sciences sociales, ou la métaphore du marché à propos des biens symboliques et du "capital social" chez Bourdieu), mais s'épuise peu à peu, voire se dégrade en langue de bois. La projection de l'analyse-système sur la



société n'a pas échappé à cette sorte de loi des rendements décroissants. Ainsi, lorsque Easton a proposé pour la première fois de représenter le "système politique" comme un "système" au sens de la thermodynamique, en le traitant comme une "boîte noire" et en focalisant l'analyse sur les *inputs* (soutiens et exigences) et les *outputs* (décisions), il a permis de considérer d'un œil neuf certains phénomènes liés au pouvoir, autrement dit il a produit quelques effets de sens nouveaux (Cot et Mounier, 1974). Mais le renouvellement de ce type d'opération témoigne vite d'une productivité déclinante. L'analyse-système devient alors un "prêt-à-penser", une nouvelle langue de bois qui, au lieu de mettre en valeur des formes inédites de complexité du réel (ce que son usage métaphorique permettait à ses débuts), ne fait que reproduire une lecture simpliste de la société. Trois dangers apparaissent alors, massifs :

- un risque inhérent à tout système métaphorique, celui de naturalisation et de substantification des métaphores : l'artefact est pris pour une réalité ; on finit, en ce qui concerne notre propos, par croire que la société est vraiment un système ;
- un risque inhérent à la métaphore systémique, celui de privilégier la fonctionnalité des systèmes ; on finit par croire qu'un système social quelconque est fonctionnel et tend à se reproduire en sa cohérence (la sociologie de Parsons, comme l'anthropologie de Radcliffe-Brown, dites l'une et l'autre "structuro-fonctionnalistes", en sont l'illustration ; cf. Parsons, 1976) ;
- un risque inhérent à la métaphore systémique appliquée au développement, celui d'analyser les interactions entre un projet de développement et la population à laquelle il s'adresse comme un circuit systémique. On finit par croire que le projet est un sous-système et que le "milieu" en est un autre.

On peut prendre pour exemple la grille systémique proposée en son temps pour l'évaluation des projets de développement au sein du groupe AMIRA (Barrès et al., 1981). Elle témoigne bien des limites de ce qu'on pourrait appeler un "usage systématique du système métaphorique systémique" (sic) en sciences sociales.²

La distinction proposée dans ce texte entre un "écosystème", un "système projet", un "système paysan" et un "système extérieur" (comme les sous-distinctions internes à chacun, qui définissent autant de sous-systèmes) n'a d'utilité qu'à condition de sortir au plus vite des catégories formelles que décline cette approche, pour mettre en œuvre d'autres problématiques, générés par des hypothèses théoriques ou fruit d'expériences de terrain analysées. Quel est l'intérêt heuristique de vouloir calibrer dans un même cadre d'analyse l'écosystème (justiciable d'une analyse systémique dure) et le "système paysan", lui-

² On trouvera également dans Röling (1987) une lecture systémique du développement rural, appréhendé en termes de communication et de flux d'information, lecture à laquelle Long (1992, p. 274) reproche de masquer les discontinuités et les processus de transformation-réinterprétation qui sont au cœur des effets induits par la vulgarisation agricole (*extension services*). Depuis, Röling a totalement changé de point de vue, comme l'indique sa contribution à ce symposium. Berche (1994) montre de son côté, sur une base empirique, les limites de l'analyse d'une interaction projet/populations en termes systémiques (en l'occurrence à propos d'un projet de soins de santé primaires au Mali).



même décomposé en un “sous-système productif” (qui ne peut être que mollement systémique) et le “sous-système de l’organisation sociale et du mode de vie” (qui n’a de systémique que le vocabulaire que les auteurs plaquent sur lui) ? Comment prétendre sérieusement que ce dernier sous-système a “*comme les autres ses objectifs, ses moyens, ses contraintes*” (id., p. 22) ? Recourir à un tel langage, c’est masquer l’existence dans la société considérée de rationalités différentes selon les acteurs et selon les circonstances. Quant à ce que les auteurs appellent le “système projet” et qu’ils découpent en composantes bien alignées, il renvoie en fait à des niveaux d’analyse très différents qu’un “enfermement” dans la métaphore systémique ne permet pas de distinguer : par exemple le “projet-papier”, avec sa cohérence argumentative, n’est pas le projet comme montage institutionnel sur le terrain, avec son infrastructure, son personnel, son organigramme, et se distingue tout autant du projet comme système d’action, c’est-à-dire confluent ou résultante des comportements de ses acteurs, qui est le niveau de sa mise en œuvre, où l’on voit à l’œuvre toute une série de dimensions que l’analyse systémique ne peut modéliser : la corruption des fonctionnaires locaux, les projets de carrière des animateurs de terrain, les antagonismes hiérarchiques et les tensions entre experts internationaux et fonctionnaires nationaux, la chasse aux avantages matériels, le militantisme moralisant, les idéologies politiques, etc. La mise à plat qu’opère le “système métaphorique systémique”, la cohérence du quadrillage qu’il opère sur la réalité sociale, la représentation exhaustive qu’il veut donner des flux de communication ne sauraient remplacer l’exercice de la pensée dialectique (pour employer une expression devenue désuète mais sans signifiant moderne équivalent) ou le recours à une analyse interactionnelle.³

Le populisme ruraliste

Dans les années 70, on a assisté à une découverte ou à une redécouverte assez massive des rationalités (techniques ou économiques) des paysanneries dites “traditionnelles” (cf. par exemple ORSTOM, 1979). On mettait par là même en cause la dénégation des savoirs populaires locaux, l’oubli des compétences paysannes, le mépris de la culture technique et économique des agriculteurs qui régnait — ou était censé régner — aupa-

³ A l’intérieur même du paradigme systémique, certaines tentatives se sont fait jour pour assouplir ou étirer le systémisme et laisser une place à tout ce qui dans la réalité sociale est “non systémique” (*soft systems approach, critical systems analysis* : cf. Mongbo et Floquet, 1994), comme les conflits, les rapports de force ou les ressources symboliques. Mais n’aboutit-on pas alors à une étrange acrobatie et ne serait-il pas moins coûteux en énergie argumentative de sortir carrément du paradigme systémique ? On notera également avec intérêt que deux des auteurs du texte AMIRA de 1979 ont rédigé un nouvel essai méthodologique quelques années plus tard (Gentil et Dufumier, 1984), dans lequel ils abandonnent le systémisme tous azimuts pour une analyse plus fine et mesurée, réservant, sans s’y enfermer, le terme de système aux systèmes productifs : système de culture, système d’élevage, système de production et système agraire. Mais la définition de ce dernier comme “*Tensemble des relations entre les systèmes de production, l’organisation sociale et les données relatives aux contraintes extérieures*” (id. : 38) montre bien à quel point l’acceptation de “système” devient alors vague et donc peu opératoire.



ravant. Qui nierait qu'il s'agit là d'un progrès à l'intérieur de l'univers propre à la recherche agronomique, même si la vision "classique" est loin d'avoir abandonné la place ? Comment ne pas accorder préférence et sympathie aux modèles "*bottom-up*" plutôt que "*top-down*", à une recherche *in situ* et à l'écoute des producteurs plutôt qu'à une recherche autiste en station ? Mais ceci appelle trois remarques.

Tout d'abord, la découverte des rationalités et logiques paysannes n'est pas si nouvelle que parfois elle le croit ou le prétend. L'agronome et anthropologue anglais P. Richards n'a-t-il pas, il y a déjà un certain temps, montré que sous la colonisation était à l'œuvre une tendance — certes en général minoritaire — de valorisation des savoirs agronomiques populaires et d'adaptation aux techniques de production locales (Richards, 1985) ?

Ensuite, la découverte des rationalités et logiques paysannes implique un savoir-faire spécifique, un savoir-enquêter, et ne peut se réduire à la bonne volonté de nouveaux convertis. Les bonnes intentions ne suffisent pas. Certaines écoles agronomiques ont développé toute une gamme de ces savoir-enquêter, en particulier au niveau des systèmes de production. Mais la "sortie" des systèmes de production vers des contextes plus larges, la prise en compte de facteurs habituellement dits sociaux, politiques, culturels, symboliques, implique le recours à d'autres savoir-enquêter, d'autres savoir-faire, relevant de la socio-anthropologie.

Enfin, la découverte des rationalités et logiques paysannes peut induire des effets pervers, liés en particulier à des visions enchantées de la paysannerie et à une exaltation immodérée de ses vertus.

La socio-anthropologie a depuis longtemps été confrontée à ces divers problèmes. En un sens, la découverte, la description et l'interprétation des pratiques et représentations paysannes (si l'on admet que les sociétés paysannes composent les 90 % des sociétés non occidentales) constituent son fonds de commerce. Le point de vue selon lequel les "acteurs d'en bas", ignorés, marginalisés, dominés, dont les paysans du tiers monde forment la plus grande cohorte, ont des ressources cognitives et des ressources pragmatiques (ils produisent du sens et du savoir, ils ont des pratiques "efficaces") est en quelque sorte consubstantiel à la socio-anthropologie.

C'est ce qu'on pourrait appeler le populisme méthodologique. Ce populisme méthodologique (dont la forme *ad hoc*, en ce qui nous concerne, pourrait être appelée paysanisme méthodologique) s'incarne dans deux postulats principaux :

- il faut se donner les moyens d'appréhender le "point de vue des acteurs" (ou niveau *emic* dans la littérature anthropologique anglo-saxonne) ;
- les acteurs sociaux agissent au sein d'une "multi-rationalité".

On remarquera, en guise de parenthèse, que l'analyse systémique est défaillante justement sur ces deux points : si elle ne se soucie pas des représentations autochtones, et si elle prête une monorationalité aux acteurs.

Le danger principal qui menace le populisme méthodologique est son frère jumeau et parfois siamois, le populisme idéologique, autrement dit une vision enchantée des ressources et pratiques paysannes, le fait de peindre les paysans, et autres "pauvres",



femmes ou exploités, aux couleurs des désirs du chercheur ou du développeur (Olivier de Sardan, 1992). Ce populisme idéologique peut prendre plusieurs figures : celle d'une communauté paysanne idéale régie par le consensus, celle de la mystique coopérativiste ou associacionniste, et celle aussi, qui n'est sans doute pas sans échos dans ce colloque, du chercheur-paysan ou du paysan-chercheur. Comme si, magiquement, la frontière entre paysan et chercheur pouvait être abolie, et le paysan se transformer sinon en directeur de recherche du moins en collaborateur fidèle, voire en commanditaire empressé.

Les effets pervers d'une telle attitude admirative sont nombreux, même s'ils n'offrent pas les mêmes inconvénients que ceux de l'attitude dépréciative inverse. En transformant magiquement et systématiquement tout paysan en expérimentateur averti ou en "chercheur aux pieds nus", on risque fort de ne pas voir, et donc de ne pas analyser, les multiples stratégies de captation d'aide, de détournement des dispositifs institutionnels, de réinterprétation des messages techniques, de stratégies non agricoles et non productives, qui caractérisent une grande partie des comportements des paysans africains. Les sociétés locales ont des dynamiques internes, mais non seulement celles-ci ne sont pas nécessairement ce que les chantres de l'autopromotion ou de la recherche participative espèrent, mais encore elles ne sont plus depuis longtemps en circuit fermé, et il est difficile de se les représenter comme des "systèmes autopoïétiques", pour reprendre la métaphore systémique.

Qu'on pense à l'importance en milieu rural des stratégies "assistencialistes", consistant pour les agriculteurs à obtenir le plus possible de ressources auprès des projets tout en fournissant le moins possible de contreparties (il s'agit là de stratégies que nous autres chercheurs connaissons bien puisqu'elles règlent aussi pour une bonne part les mécanismes de financement de la recherche)...

Qu'on pense aussi à l'expérience que les acteurs paysans ont acquise des contacts avec les structures d'intervention, et aux savoir-faire qu'ils ont désormais développés en matière de manipulation de l'aide au développement...

Recherche et action

Notons tout d'abord que la recherche-développement ou la recherche-action ne sont pas si nouvelles que cela, pour ce qui concerne les sciences sociales. Dès les débuts des sciences sociales, par exemple, celles-ci ont travaillé pour répondre à une "demande sociale", ou à des commandes d'institutions en quête d'aide à la décision (cf. l'Ecole de Chicago en sociologie par rapport aux problèmes urbains aux Etats-Unis, ou l'anthropologie anglaise par rapport à l'*indirect rule* de la colonisation). Mais notons aussi que de tout temps, hier comme aujourd'hui, les difficultés que soulève la collaboration entre recherche et développement se sont manifestées et reproduites. Elles ne disparaissent pas comme par enchantement du simple fait que l'on proclame une plus étroite coopération entre les deux parties, ou que l'on décrète l'abolition de la frontière qui les sépare. Les rhétoriques incantatoires, plus ou moins assorties de schémas et autres diagrammes



méthodologiques ou programmatiques, ne suffisent pas, pour une simple et fondamentale raison : les logiques de la connaissance et de l'action ne sont pas identiques, loin de là. Prenons quelques exemples.

Tout d'abord, la connaissance et l'action mobilisent des registres de légitimation fort différents. La connaissance scientifique se construit en particulier, selon l'expression célèbre mais toujours valable de Bachelard, contre l'erreur, par la critique méticuleuse, la polémique intellectuelle, la vigilance théorique et méthodologique, la remise en cause permanente des acquis. L'action au contraire est faite d'arbitrages, d'ambiguïtés, de compromis, de paris, de volontés. L'une se méfie des croyances, l'autre en a besoin. L'une se veut désintéressée, l'autre revendique d'avoir les mains dans le cambouis.

Les sciences sociales sont confrontées à une telle complexité des phénomènes sociaux (multitude des variables) qu'elles doivent — ou devraient — recourir à des rationalités multidimensionnelles, non linéaires et non déterministes. Par contre, les développeurs ont besoin de réduire les problèmes complexes à des choix simples. Pour aboutir à une décision, il convient de se situer dans un seul registre de rationalité (en général technique ou technico-économique). Il faut chercher "la bonne solution" (*one best way* : cf. la critique de cette notion dans Crozier et Friedberg, 1977).

Là où les opérateurs de développement postulent et recherchent une convergence d'intérêts au sein des populations et entre les populations et eux-mêmes (car les prises de décision comme leur mise en œuvre ont besoin de négociations et de consensus), les sociologues scrutent au contraire les divergences et les contradictions (car la valeur heuristique du postulat de différences est bien supérieure à celle du postulat de ressemblances).

Malentendus aussi quant aux attentes de rôle : alors que les professionnels du développement considèrent a priori l'expert "ès-dimensions humaines" comme un allié ou comme un prestataire de services, celui-ci développe souvent un point de vue critique et distancié par rapport aux projets auxquels les développeurs s'identifient. De plus, les professionnels du développement sont pour lui un objet d'étude. Il insiste en effet sur la nécessité d'adopter un angle de vue qui englobe dans le champ d'observation aussi bien les développeurs que les développés.

Enfin, les sciences de la société d'un côté, les métiers du développement de l'autre, sont régis par des systèmes de normes et de valeurs professionnelles de nature différente. Les procédures de reconnaissance sociale des chercheurs sont liées à leurs publications, à leurs relations avec leurs pairs ; ils bénéficient d'une autonomie très importante et travaillent dans un rythme de longue durée. Par contre, du côté des développeurs, l'identité professionnelle est plus problématique (le statut d'expatrié renforce cette incertitude), les critères qui régissent les carrières ne sont guère dépendants de la qualité du "produit" et échappent à toute transparence, le temps alloué est faible, et la discrimination entre ce qui relève des systèmes de contrainte et ce qui renvoie à une réelle marge de manœuvre semble particulièrement difficile à opérer.

Cela ne signifie évidemment pas que chacun doit rester chez soi ni que les chercheurs ne puissent être aussi engagés dans la pratique du développement. Mais toute ten-



tative de combiner les deux rôles, que ce soit à travers un même individu (devenant à la fois chercheur et décideur) ou au sein d'une même institution ou organisation (associant dans un même projet et des chercheurs et des décideurs), exige de respecter autant que faire se peut les contraintes propres à chacun de ces rôles. On peut le dire autrement : toute recherche-action doit se soumettre et aux règles de la recherche et à celles de l'action, sous peine de n'être qu'une mauvaise recherche et une mauvaise action.

La recherche-action côté recherche

En tant que processus de connaissance, la recherche-action est soumise aux mêmes exigences méthodologiques et épistémologiques que toute recherche. Prenons l'exemple du rapport entre "participation" (collaborer avec les paysans) et "analyse" (étudier les paysans) : la nécessité et la difficulté de conjointre ces deux dimensions n'est pas une spécificité de la recherche-action, ni même d'abord un problème de rapport entre recherche et action. C'est un problème classique de recherche tout court, ou plus précisément une contrainte de toute recherche *in situ* prolongée. L'ethnologie, depuis Malinowski, prône "l'observation participante". L'observateur, qu'il soit anthropologue ou agronome, se voit affecter, *volens nolens*, une place dans le système de rôles de la société locale. Il n'y a pas d'observation extérieure et muette. L'observateur est inclus dans ce qu'il observe.

Cela fait longtemps que l'épistémologie positiviste classique est discréditée en socio-anthropologie, où l'on a renoncé à l'expérimentabilité, et où l'on sait l'impossibilité d'une observation indépendante des conditions d'observation. A cet égard, la recherche-action ne peut prétendre constituer une rupture épistémologique, sauf à tirer sur une ambulance. Mais le fait de reconnaître que le chercheur est d'une façon ou d'une autre impliqué dans la société qu'il étudie (ne serait-ce qu'à titre d'"étranger sympathisant") ne dispense en aucun cas de tout contrôle méthodologique. De même que les enquêtes quantitatives ont leurs biais, de même les enquêtes "qualitatives", à base d'interactions prolongées avec les paysans, ont les leurs. La "participation" du chercheur induit évidemment des biais personnels et subjectifs, que les savoir-faire socio-anthropologiques ont pour but de minimiser, de contrôler ou d'utiliser.

Une collaboration rapprochée avec les décideurs, ou avec les acteurs paysans, ne peut en rien dispenser de cette nécessaire vigilance méthodologique. Tout au contraire, la perspective d'avoir à finaliser une recherche ou de la mener pour répondre à un cahier des charges défini par d'autres ou avec eux ne fait que rajouter de nouvelles contraintes, et non en enlever : contraintes sur la délimitation du sujet (plus circonscrit que la recherche n'en a l'habitude), contraintes sur le temps (plus court que la recherche n'en a l'habitude), contraintes sur l'écriture (plus accessible que la recherche n'en a l'habitude).

Ces nouvelles contraintes peuvent effrayer certains chercheurs. Je pense qu'ils ont tort. Mais ceux qu'elles n'effrayent pas n'ont pas à renoncer pour autant à leur savoir-faire, ou à baisser leur garde méthodologique. Le problème des méthodes d'enquêtes rapides participatives (RRA ou MARP) n'est pas qu'elles entendent se soumettre à cer-



taines contraintes supplémentaires de temps et de limitation du sujet (c'est une règle du jeu en l'occurrence légitime), mais de savoir si les résultats qu'elles produisent, du fait des méthodes qu'elles se donnent, sont acceptables, fiables, plausibles. On peut parfois être sceptique (Fall et Lericollais, 1992). Par exemple, l'insistance quasi exclusive sur le "*focus group*" semble difficilement justifiable.

La recherche-action en tant qu'action

Symétriquement, la recherche-action, si elle est une intervention, se trouve soumise aux mêmes effets que les autres interventions des autres opérateurs de développement. Toute action de développement rural est, on le sait, nécessairement "détournée", accaparée, désarticulée, réinterprétée par les différents segments de la société paysanne auxquels elle s'adresse. Aussi "participatif" qu'un projet de développement se veuille, il est soumis aux deux "principes" qui règlent les interactions avec les populations de toute intervention volontariste externe : le principe de "sélection" et le principe de "détournement".

Or ceci est tout aussi vrai de la recherche participative : les paysans usent des opportunités et ressources fournies par les chercheurs en "sélectionnant" ce qui les arrange, et pour des fins différentes de celles qu'attendent les chercheurs.

Conclusion

On peut proposer le raisonnement suivant, prenant comme prémisses les réflexions proposées ci-dessus :

- si une société paysanne n'est pas un système ou un quasi-système,
- si le registre de la connaissance des sociétés paysannes implique à la fois de la participation et de la distance, de l'écoute et du scepticisme, de la collaboration et de la méfiance (y compris de la part de la recherche-action ou de la recherche-développement en tant que formes de recherche),
- si le registre de l'action pour le changement dans les sociétés paysannes doit prendre en compte que toute action est inévitablement détournée et transformée par les acteurs paysans (y compris la recherche-action et la recherche-développement en tant que formes d'action),

...alors on peut penser que le meilleur usage de la socio-anthropologie dans sa collaboration avec les autres disciplines du développement rural et en particulier les disciplines agronomiques ou agroéconomiques n'est :

- ni l'étude *ex ante* (le rêve de saisir à l'avance toutes les variables d'une société rurale, afin de programmer enfin une intervention incluant tous les paramètres sociaux, culturels, politiques, économiques, techniques, est un rêve fou),
- ni une rhétorique de la fusion recherche/action qui dispenserait et la recherche et l'action de leurs contraintes respectives (il s'agit là du rêve tout aussi fou de la disparition des frontières entre rôles de chercheurs, rôles de paysans et rôles de technocrates),



...mais c'est plutôt le suivi des interventions qui constitue le lieu stratégique de la socio-anthropologie rurale en tant qu'aide à l'action. En effet, la description, la compréhension et l'interprétation des différentes dérives que subissent les interventions en développement, dès lors qu'elles pénètrent en milieu rural, peuvent permettre à ces interventions de se réajuster et de s'adapter à leur tour aux sélections et détournements que les paysans leur font subir, appuyant ainsi les dynamiques locales (qui sont en l'occurrence autant réactives qu'endogènes). Ceci implique non seulement que l'intervention soit prise, à travers les réactions paysannes qu'elle suscite, comme un indicateur (en termes de recherche), mais encore qu'elle soit créditée (parfois à tort) d'une capacité d'autoadaptation, et de sensibilité aux feed-back d'origine socio-anthropologique (en termes d'action). Il en est des exemples : tel programme de promotion de bœufs tracteurs qui, à partir de l'analyse des "détournements" que sa mise en œuvre a générés, les crédits étant utilisés en fait par les paysans pour de la production de viande, se réoriente en programme de soutien à l'embouche (Yung, 1985)... Ce rôle de "suivi-évaluation aux fins de proposer une adaptation des projets de développement aux dérives qu'ils subissent de la part de leurs clients", ici assigné à la socio-anthropologie à titre de contribution opérationnelle potentielle, est certes modeste, et n'est sans doute pas très porteur en termes de marketing : le marché du développement, comme celui de la recherche liée au développement, préfère les méthodes clés en main qui s'autoproclament radicalement nouvelles. Mais, après tout, contribuer à ce que les projets de développement prêtent attention aux effets induits que provoquent leurs interactions avec les populations locales, et se transforment en conséquence, ne serait déjà pas si mal. Améliorer la qualité des services que les institutions de développement proposent aux populations rurales, à partir de l'analyse de l'usage que celles-ci en font, n'est pas un objectif tapageur, mais c'est un objectif à la mesure des moyens de la socio-anthropologie.

Références bibliographiques

- Barrès J.F., Billaz R., Dufumier M., Gentil D., 1981. *Méthode d'évaluation de projets*. Paris, France, AMIRA-AFIRD.
- Berche T., 1994. *Un projet de santé en pays dogon. Enjeux de pouvoirs et stratégies (1987-1992)*. Thèse de doctorat d'anthropologie sociale, Marseille, France, EHESS.
- Boiral P., Lantéri J.F., Olivier de Sardan J.P. (éd.), 1985. *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*. Paris, France, Karthala (Sciences sociales et développement rural).
- Boukharine N., 1971. *La théorie du matérialisme historique. Manuel populaire de sociologie marxiste*. Paris, France, Anthropos.
- Cot J.P., Mounier J.P., 1974. *Pour une sociologie politique*. Paris, France, Editions du Seuil (vol. 1).
- Crozier M., Friedberg E., 1977. *L'acteur et le système*. Paris, France, Editions du Seuil.
- Fall A., Lericollais A., 1992. Light rapid rural appraisal. Des méthodologies brillantes et légères ? *Bulletin de l'APAD*, 3.
- Fassin D., Jaffré Y. (éd.), 1990. *Sociétés, développement et santé*. Paris, France, Ellipses.



- Gentil D., Dufumier M., 1984. *Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural. Orientations méthodologiques*. Paris, France, AMIRA (n° 44).
- Giddens A., 1987. *Social theory and modern sociology*. Stanford, USA, Stanford University Press.
- Long N., Long A. (eds), 1992. *Battlefields of knowledge. The interlocking of theory and practice in social research and development*. London, Great Britain, Routledge.
- Mongbo R., Floquet A., 1994. Systèmes de connaissances agricoles et organisations paysannes. *In : Recherches-système en agriculture et développement rural*, Montpellier, France, CIRAD, p. 603-606.
- Olivier de Sardan J.P., 1992. Populisme développementiste et populisme en sciences sociales : idéologie, action, connaissance. *Cahiers d'Etudes Africaines*, 120 : 475-492.
- Olivier de Sardan J.P., 1995. *Anthropologie et développement. Essais en socio-anthropologie du changement social*. Paris, France, Karthala.
- ORSTOM, 1979. *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique*. Paris, France, ORSTOM.
- Parsons T., 1976. *Eléments pour une sociologie de l'action*. Paris, France, Plon.
- Passeron J.C., 1991. *Le raisonnement sociologique. L'espace non poppérien du raisonnement naturel*. Paris, France, Nathan.
- Richards P., 1985. *Indigenous agricultural revolution*. London, Great Britain, Hutchinson.
- Röling N., 1987. *Extension science : information systems for agricultural development*. Cambridge, Great Britain, Cambridge University Press.
- Yung J.M., 1985. Evaluation de la filière arachide au Sénégal. *In : Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*, Boiral P., Lantéri J.F., Olivier de Sardan J.P. (éd.), Paris, France, Karthala (Sciences sociales et développement rural).



Amalgamating Systems Analysis, Participative Research and Action Research, and Some Problems Concerning These Terms

Jean-Pierre Olivier de Sardan

Ecole des hautes études en sciences sociales, Marseille,
France

or ORSTOM, Niamey, Niger

For a researcher like myself, who is outside the field of agronomic research in general and systems research in particular, it is surprising to note the extent to which, in a symposium of this type, a certain number of notions or key words, which *a priori* have nothing in common, seem to function in a similar fashion and even seem interchangeable: development research, systems analysis, farming systems research, action research, participative research, etc. All these terms would seem to coincide, to have selective affinities and form a kind of nebula or constellation, clearly presenting themselves as a “new approach,” in opposition to classical ones (vertical, academic, linear or positivist). Diverse concepts seem to be included in this approach (systemic models, peasant farming structures, popular knowhow, production systems, etc.), which fit into the approach and vibrate harmoniously.

Even if it means breaking this consensual symphony at the risk of hitting a few false notes, I would like to break up this fusion and look at it on three very different levels whose distinction seems preferable to confusion. Firstly, there is the epistemological level, in which systems analysis is proposed as a scientific paradigm which opposes the earlier deductive, linear paradigm. Then there is the populist level, which concerns a type of field work attentive to farmers. This differs from station and laboratory research and focuses on studying the practices and logic which farmers already have. Finally, there is the operational level, where research is linked to operations and action as opposed to the academic and fundamentalist research of the past.

The amalgam of these three levels under the label of systems analysis (or any of the others above) has a positive effect in terms of marketing (in the same way as a “three-in-one” washing powder or a 24-function video recorder) but does not necessarily avoid undesirable side effects. By unlinking these three levels, each having its own set of rules



and presenting its own set of very distinct problems, a more serene evaluation of the respective advantages and disadvantages of the postulates and hypotheses which are attached to them can be achieved.

This unlinking or breaking up will be considered here from the point of view of social science, or more exactly, a certain orientation in the social sciences based on our own vision of the socioanthropology of development (Olivier de Sardan 1995). This specification is a precaution: I would like to underline the limitations of my approach, especially in the present context.

Systems Analysis

Systems analysis has seemed, and might still appear to be, a substitute scientific ideology (or a series of paradigms) following the crisis of Marxist ideologies, eliminating prophetic political connotations and dogmatic Marxist rhetoric on one hand, but on the other, capable of revealing the sense of complex social phenomena, especially where “nonsocial” disciplines that enter into an almost inevitable contact with social practices (e.g. agronomy and ecology) are concerned. However, it must be acknowledged that when systems analysis penetrates the realm of social sciences, it resorts to a rhetorical process, either using a vocabulary stemming from cybernetics in place of the earlier metaphoric processes (stemming from biology, linguistics and economy), or using simple facelift operations on already old conceptual structures (systems, subsystems, interfaces, and retroactions are simply modern versions of structures, levels, links and influences).¹ In other words, although the language of systems analysis appears novel in the context of social science, it refers, in fact, to familiar concepts.

In fact, systemic analysis can be considered either as a paradigm or as a metaphor.

Systemic Analysis as a Paradigm

As a paradigm, systemic analysis has two versions: a maximalist version, which says that reality is a system; and a minimalist version, which says that reality can be studied as if it was a system. In both cases, in disciplines where systems analysis has thrived, such as thermodynamics and later ecology and agronomy, the conceptual network organized around the systemic problematics is at the same time autoregulated and systematic. If one applies its own analytic criteria to such a conceptual network, this constitutes a system, but a particular system, *i.e.* a conceptual one. That is what, since Kuhn, has been termed a paradigm.

Serious problems crop up when the transfer of this conceptual system to another field of application is attempted, especially concerning human practices and behavior. In social sciences, systemic analysis can only attain the rank of a paradigm with difficulty.

¹ Thus the earlier and largely unknown work of Bukharin, written in the middle of the October revolution, already contained the germs of the entire contemporary systemic perspective (Bukharin 1971).



Cultural significations and social practices are a long way from being systems either by the maximalist or minimalist definition. One must accept that. Strategies of participants, behavioral ambivalences, and the ambiguities of representations cannot be modeled into the form of a system and are even contradictory to the notion of a system if one takes into account all that such a notion evokes regarding coherence and functionality. Neither society nor culture is a proper system, and to consider either as such is to ignore the very basis of social phenomena: the multiple strategies of social actors, the human agency (Giddens 1987), power games, and the contradictions and incoherences at the heart of all thought and practice.

It is for this reason that socioanthropology cannot be nomological, that history does not have “laws” (in the strict sense of the term), and that natural science’s own formalization procedures can only exist for fugitive moments in the social sciences, condemned to natural language (Passeron 1991). Social science occurs essentially at a level of plausibility rather than in Popper’s space of falsifiability.

Systemic Analysis as a Metaphor

Nevertheless, systemic vocabulary is always used in social science. This is because it lends itself readily to looser definitions. The metaphorical register is one of the most frequently used in social sciences, even if one likes to attack others’ metaphors (Passeron 1991). Furthermore, metaphors are still the most omnipresent in common sense. Even if society is not a real system, nor a “quasi system,” nonetheless there is an offhanded, if not distracted method of applying notions which could vaguely imply that it is. The gap that exists between what society is and how we intend to consider it might give rise to interesting problems of intelligibility. Rather than a hard paradigmatic system, we are dealing with a loose metaphoric system. The productivity of such an approach is genuine. But the dangers are no less real, as for any systematic usage of a metaphorical system. In fact, resorting to a new metaphoric system (imported into a field where it has not yet been used) always has positive effects to begin with (*c.f.* the use of the organicist metaphor at the outset of social sciences, or the market metaphor concerning symbolic wealth and “social capital” [Bourdieu]), but it gradually loses force and even breaks down completely. The projection of systems analysis on society has not escaped this fate of the law of decreasing yields. So, when Easton proposed representing the “political system” for the first time as a “system” in the same sense as thermodynamics, considering it as a “black box” and focusing the analysis on the inputs (supports and requirements) and the outputs (decisions), he permitted a new outlook on phenomena linked to power; in other words he produced new meanings (Cot, Mounier 1974). However, the reproduction of this type of operation quickly shows declining productivity. Systems analysis thus becomes “ready-made” thought, a hangover which, instead of illuminating original constructs of the complexity of reality (which its metaphoric use allowed at the outset) has the effect of only reproducing a simplistic view of society.

Three dangers, therefore, appear considerable. First is the inherent risk in any metaphoric system of naturalization and substantiation of metaphors. Artifacts are taken



for realities and in the end, in this case, one can come to believe that society is a system. Secondly, there is the inherent risk of the systemic metaphor, of giving too much importance to the functionality of systems. In the end, one comes to believe that any sort of social system is functional and tends to reproduce itself in its coherence (the sociology of Parsons and the anthropology of Radcliffe-Brown, who call themselves “structuro-functionalists,” are an example, *c.f.* Parsons 1976). Finally, there is the inherent risk of the systemic metaphor applied to development, of analyzing the interactions between a development project and the population to which it is addressed as a systemic circuit. In the end, one can come to believe that the project and the “environment” are different subsystems.

An example one can look at is the systemic grid, which was proposed in its time for the evaluation of development projects within the AMIRA group (Barrès *et al* 1981). This shows the limits of what could be termed as a “systemic use of the systemic metaphoric system” (sic) in social sciences.²

The distinction proposed in this text between an “ecosystem,” a “project system,” a “peasant farming system,” and an “exterior system” (and the internal subdistinctions in each one defining as many subsystems) is only useful on the condition that the formal categories of this approach are rejected as soon as possible, in order to put other issues, generated from theoretical hypotheses or the fruit of field analysis, into action. What is the heuristic value of calibrating in the same frame of analysis the ecosystem (needing hard systemic analysis); the peasant farming system, itself composed of a production subsystem (which can only be softly systemic); and the subsystem of social organization and lifestyle (of which the only systemic feature is the vocabulary that authors plaster onto it)? How can it seriously be pretended that this latter subsystem has “*like the others, its objectives, its ways and its constraints*” (*ibid.*)? Resorting to such language masks the existence, in the society in question, of different rationalities that exist according to the social players and the social circumstances. What the authors call a “project system” and divide into well-aligned components derives from various analytical levels that a “closeting” in the systemic metaphor does not permit us to distinguish. For example, the “project paper,” with its argumentative coherence, is not the project as it would be institutionally put into action in the field, with its infrastructure, its personnel, and its flow chart; and it differs just as much from the project seen as an action system, meaning merging with or resulting from participants’ behavior, which is the level of implementation and where a whole series of dimensions which systemic analysis cannot model can be detected. There are, for example, the corruption of local officials, the career projects of the leaders, hierarchical antagonism and tensions between international

² This can also be found in Rölling (1987), writing on the systems analysis of rural development apprehended in terms of communication and information flow, which Long (1992) reproaches for masking the discontinuities and the process of transformation-reinterpretation which are at the heart of the effects induced by the extension services. Since then, Rölling has totally changed his view, as indicated in his contribution to this symposium. Berche (1994) shows on an empirical basis the limits of the analysis of a project/population interaction in systemic terms (on the subject of a primary health care project in Mali).



experts and national officials, the hunt for material advantages, political ideologies, etc., which must all be considered. The flattening out effected by the “systemic metaphor system,” the coherence of the control that it operates on social reality, and the exhaustive representation which it attempts to give to a communication flow will never be able to replace the exercise of dialectic thought (to employ an expression that has become outmoded but has no significant modern equivalent) or interactional analysis.³

Ruralistic Populism

In the ‘70s there was the discovery, or the massive rediscovery, of technical and economic rationalities of the so-called “traditional” peasant farming methods (ORSTOM 1979). The denigration of local popular knowledge was thus questioned, as was the negligence of peasant farming competence and the contempt for the technical and economic culture of farmers which reigned, or was supposed to have reigned, before. Who would deny that this was progress in the universe of agronomic research, even if the “classical” vision was far from having been abandoned? Why not accord preference and sympathy to “bottom-up” models rather than “top-down” to *in situ* research listening to producers rather than the deaf research of a station?

However, this elicits three remarks. Firstly, the discovery of peasant farming rationalities and forms of logic is not as new as it is often claimed. The English agronomist and anthropologist P. Richards showed quite some time ago that under colonization there was a minority tendency to promote popular agronomic knowledge and to adapt to local production techniques (Richards 1995). Secondly, the discovery that peasants have rationalities and forms of logic implies a specific, sociological competence and cannot be reduced to the good will of recent converts. Good intentions are not enough. Certain agronomic schools have developed a whole range of research techniques, particularly at the production system level. However, leaving production systems for a broader context, the taking into account of factors usually termed social, political, cultural, or symbolic implies resorting to new research techniques derived from socioanthropology. Finally, the discovery of peasant farming rationalities and forms of

³ Within the systematic paradigm, certain attempts have been made to make systems analysis more flexible and broader, and to leave room for “nonsystemic” social reality (soft system approach, critical system analysis, *c.f.* Mongbo and Floquet 1994), such as conflicts, the balance of power, and symbolic resources. However, is there not a risk of ending up in strange contortions, and would it not be less costly in argumentative energy to get away from the systemic paradigm? It is also to be noted that two of the authors of the AMIRA text in 1979 brought out a new methodological text a few years later (Gentil, Dufumier 1984) in which they abandoned “hard” systems analysis for a finer and more measured analysis, reserving the term “systems” for systems of production: cultivation systems, livestock rearing systems, production systems, and agrarian systems. However, the definition of the agrarian system as “*the totality of relations between production systems, social organizations and information relative to external constraints*” (*ibid.*) shows to what extent the systemic vocabulary becomes vague and thus barely operational.



logic can have negative effects, linked in particular to the enchanted visions of peasantry and the immoderate exaltation of its virtues.

Socioanthropology has been confronted with several problems of this kind for a long time. In one sense, the discovery, description, and interpretation of peasant farming practices and representations (if it is admitted that peasant societies compose 90% of nonwestern societies) constitute its foundations. The point of view whereby the grass roots social actors (ignored, marginalized, and dominated, and of which the peasant farmers of the third world comprise the biggest group) possess cognitive and pragmatic resources (they produce sense and knowledge and have “effective” practices) is in a way consubstantial with socioanthropology.

This could be termed *methodological populism* (of which the *ad hoc* form, in this case, could be termed methodological peasantism) and is embodied in two principal postulates: firstly, that one must have the means to apprehend the “point of view of the participants” (the “emic” level, in anglo-saxon anthropological literature); and secondly, that the social participants act within a multirationality. It can be remarked (parenthetically) that systems analysis is especially weak on these two points if it is not concerned with the representations of the autochthonous or if it attributes a monorationality to the participants.

The principal danger which menaces methodological populism is its twin, and sometimes Siamese twin, *ideological populism*; in other words, the enchanted vision of peasant farming resources and practices; the portrait painting of the peasants, the “poor,” the women, and the exploited in the colors of the desires of the researcher or development expert (Olivier de Sardan 1992). This ideological populism can assume several shapes: that of an ideal peasant community ruled by consensus; that of the myth of cooperativism or associationism; and that (which will no doubt produce some echoes in this symposium) of the peasant researcher or researcher peasant. This last hopes to abolish the boundary between peasant farmer and researcher, so that the peasant farmer could be transformed, if not into a research director, at least into a faithful collaborator or a willing partner.

The negative effects of such an attitude are numerous, even if they do not offer the same inconveniences as those from the opposite depreciative attitude. By magically and systematically transforming all peasant farmers into informed experimenters or “bare-foot researchers,” there is a major risk of not seeing and thus not analyzing the multiple strategies of using development institutions and foreign aid, the diversion of institutional devices, the reinterpretation of technical messages, the nonagricultural and nonproductive strategies which characterize much of the African peasant farmer’s behavior. Local societies have internal dynamics, but not only are they not necessarily those hoped for by the exalters of autoadvancement or participatory research, but they have also not been in a closed circuit for a long time and it is difficult to represent them as “autopoietic systems,” to use a systemic metaphor.

It suffices to reflect on the importance of rural assistance strategies which consist, from the farmer’s point of view, in getting the maximum from projects in terms of



resources while furnishing the minimum in return. Researchers are quite aware of this type of strategy, which also governs the mechanism of research financing.

One might also reflect on the experience that farmers have acquired from contacts with intervention structures and the knowledge that they have developed in methods of manipulating development aid.

Research and Action

Firstly, it will be noted that development and action research are not as new as they appear from the viewpoint of the social sciences. From the beginnings of the social sciences, they have worked to help in decision making (*c.f.*, the Chicago school of sociology in connection with urban problems in the USA, or English anthropology in connection with indirect rule in colonization.) However, it must be noted that in the past as in the present, the difficulties that arise in the collaboration between research and development are obvious and repetitive. They do not disappear as if by enchantment by a simple proclamation of close cooperation between both parties or by a decree abolishing the boundaries that separate them. The incantational rhetoric, more or less assorted with outlines and methodological and programmatic diagrams, is insufficient for one simple and fundamental reason: the logic of knowledge and action are far from identical.

Firstly, knowledge and action mobilize very different legitimization levels. Scientific knowledge is built, in particular, according to the celebrated and still valid expression of Bachelard, against error by meticulous criticism, intellectual polemics, theoretical and methodological vigilance, and the perpetual questioning of experiences. Action, on the contrary is composed of arbitration, ambiguities, compromise, gambles, and will power. One avoids beliefs, the other needs them. One wants to be detached, the other claims to always have a finger in the pie.

Secondly, social sciences are confronted with such a complexity of social phenomena (a multitude of variables) that they must, or should, resort to multidimensional nonlinear and nondeterministic rationalities. However, development workers need to reduce complex problems to simple choices. To formulate a decision, it is necessary to be on one level of rationality (in general, technical or technico-economic). "The one best way" must be found (*c.f.*, the criticism on this topic in Crozier and Friedberg 1977).

Thirdly, where development operators postulate and research a convergence of interest within a population and between populations and themselves (since decision making and implementation need negotiations and consensus), sociologists, on the contrary, examine the divergences and contradictions (since the heuristic value of postulating differences is much greater than that of postulating resemblances).

Fourthly, mutual role expectations produce misunderstanding. Development professionals consider *a priori* the expert "in human dimensions," as an ally or service provider, whereas the expert himself often develops a critical point of view distanced from the



projects that he is dealing with. Moreover, the development professionals in themselves provide him with subjects of study. In reality, the social scientist insists on the necessity of adopting a perspective which includes in the field of observation both the developers and the developed.

Finally, the sciences of society on one hand and the development professions on the other are controlled by systems of norms and professional values that differ in nature. The procedures of social recognition of researchers are linked to their publications and their relationships with their peers. They profit from a great autonomy and work in a rhythm of long duration. However, with developers, professional identity is more problematic (their expatriate status reinforces this incertitude), the criteria which direct careers are not at all dependent on the quality of the “product” and elude any transparency, the time allocated is small, and the distinction between that which stems from systems of constraint and that which allows room for maneuver is not obvious.

The above does not signify that everyone must stay in his own discipline, nor that the researchers cannot also be engaged in development practice. However, any attempt to combine these two roles either by the same person (becoming at the same time researcher and decision maker) or within the same institution or organization (associating researchers and decision makers in the same project) necessitates respecting the constraints of each role, as far as possible. It could also be said that all action research must abide by the rules of both research and action, so that it does not become bad research and bad action.

The Research Side of Action Research

As a process of knowledge, action research is subject to the same methodological and epistemological requirements as all research. Given, for example, the relationship between “participation” (collaborating with farmers) and “analysis” (studying the farmers), the necessity and the difficulty of joining the two dimensions is not specific to action research, nor is it at the outset a problem of the relations between research and action; it is simply a classical problem with research, or more precisely, a constraint on all prolonged *in situ* research. Ethnology, according to Malinowski, advocates “participatory observation.” The observer, anthropologist, or agronomist becomes aware of having *volens nolens* a place in the role system of the local society. There can be no external, incommunicative observation, and the observer is included in that which he observes.

Classic positivist epistemology has been discredited for a long time in socioanthropology and experimentation in it has been halted, and it is known that it is impossible to have an observation independent of the conditions of observation. Considering this, action research cannot pretend to constitute an epistemological rupture, unless one wishes to beat a dead horse. However, it must be acknowledged that the researcher is, in one way or another, implicated in the society that he is studying (even if he is just the “sympathizing foreigner”) and is not exempt, in any case, from methodological control. Quantitative inquiries have biases, and “qualitative” inquiries, using



prolonged interaction with a population, develop their own. The “participation” of the researcher evidently induces personal and subjective biases that socioanthropological knowledge has the goal of minimizing, controlling, or using.

Close collaboration with the decision makers or with participating farmers cannot dispense with this necessary methodological vigilance. On the contrary, the impression of having finalized an inquiry or presenting it to fit a schedule defined by others or with them only adds more constraints rather than removing previous ones: constraints of subject delimitation (more confined than usual in research), time (shorter than usual in research), and writing (more accessible than usual in research).

These new constraints may scare certain researchers. I think they are wrong. However, those whom it does not scare must not give up their *savoir-faire* or bias their methodological position. The problem with rapid participative inquiry methods is not whether they agree to be controlled by certain supplementary constraints of time limitations (a rule of the game, in this instance legitimate) but to find out if the results that they produce from the methods used are acceptable, reliable, and plausible. One can sometimes be skeptical (Fall, Lericollais 1992); for example the quasi-exclusive insistence on the “focus group” seems difficult to justify.

The Action Side of Action Research

Symmetrically, if action research is an intervention, it is subject to the same effects as other interventions of other development operators. All rural development action is known to be essentially dismantled, monopolized, disjointed, and reinterpreted by the different segments of society to whom it is addressed. As participative as a development project tries to be, it is controlled by two principles that regulate the interactions between the populations and any voluntary external intervention: the principles of “selection” and “reinterpretation.”

The above is also true for participative and action research; the peasant farmers use the opportunities and resources provided by the researchers by “selecting” what suits them but for different goals than those which interest the researchers, and by reinterpreting them.

Conclusion

The following arguments could be proposed, taking into account the above reflections: First, a peasant farming society is not a system or a quasi system. Secondly, studying peasant society implies at the same time both participation and distance, both listening and skepticism, both collaboration and caution (including action research and development research as forms of research). Lastly, the level of action for change in peasant societies must take into account that all action is inevitably diverted and transformed by peasant farmer participants (including action research and development research as forms of interaction).



It could be reasoned, therefore, that the best use of socioanthropology in collaboration with other rural development disciplines, in particular the disciplines of agronomy and agro-economics, is neither an *ex ante* study (the dream of encompassing in advance all the variables of a rural society with the purpose of programming an intervention containing all the social, cultural, political, economic and technical parameters is an illusion); nor a rhetoric of research/action fusion which relieves the research and action of their respective constraints (consisting of the same illusion of the disappearance of borders between researchers' roles, peasant farmers' roles, and technocrats' roles).

However, it is mainly by observing ongoing operations that rural socioanthropology can be of strategic use for action. In effect, the description, comprehension, and interpretation of the different diversions that development operations suffer from as soon as they get into the rural milieu can allow these operations to adjust and adapt in their own time to the selection and deviation that peasant farmers cause, thus applying local dynamics (which are, in this case, just as reactive as they are endogenous). This implies not only that the operation performed is using the peasant farmer reactions that it provokes as an indicator (in research terms), but also that it is credited (sometimes wrongly) with a capacity of autoadaptation and a sensitivity to socioanthropological feedback (in terms of action). There are many examples: in the evaluation of an operation promoting of ox traction, an analysis of the "diversions" showed that the credit was in fact used by the peasant farmers for meat production, so that the operation reoriented itself into a feeding program (Yung 1985). This role of "*ongoing social appraisal with the goal of proposing the adaptation of development projects to the diversions that they suffer due to their clients,*" assigned here to socioanthropology as a potential operational contribution, is certainly modest and is not very successful in marketing terms; the development market and the linked development research market prefer ready-to-use methods, which proclaim themselves to be radically new. However, after all, contributing to the circumstance that development projects give attention to inducing effects provoked by their interaction with local populations and that they transform themselves into consequences would already not be such a bad thing. Improving the quality of services that development institutions provide to rural populations from the analysis of the use that the latter make of them is not an obtrusive objective but an objective within the possibilities of socioanthropology.

References

- Barrès JF, Billaz R, Dufumier M, Gentil D. 1981. *Méthode d'évaluation de projets*. Paris, France: AMIRA-AFIRD.
- Berche T. 1994. *Un projet de santé en pays dogon. Enjeux de pouvoirs et stratégies (1987-92)*. Thesis: EHESS, Marseille, France.
- Bukharin N. 1971. *La théorie du matérialisme historique. Manuel populaire de sociologie marxiste* Paris, France: Anthropos.
- Cot JP, Mounier JP. 1974. *Pour une sociologie politique*. Vol.1. Paris, France: Editions du Seuil.
- Crozier M, Friedberg E. 1977. *L'acteur et le système*. Paris, France: Editions du Seuil.



- Fall A, Lericollais A. 1992. Light, rapid rural appraisal. *Des méthodologies brillantes et légères ?* APAD bulletin 3.
- Fassin D. 1990. *Sociétés, développement et santé* (Jaffré Y, ed.). Paris, France: Ellipses.
- Gentil D, Dufumier M. 1984. *Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural. Orientations méthodologiques*. Paris, France: AMIRA No. 44.
- Giddens A. 1987. *Social theory and modern sociology*. Stanford, CA, USA: Stanford University Press.
- Long A, Long N, eds. 1992. *Battlefields of knowledge: the interlocking of theory and practice in social research and development*. London, UK: Routledge.
- Mongbo R, Floquet A. 1994. Systèmes de connaissances agricoles et organisations paysannes. Pages 603-606 in: *Systems-Oriented Research in Agriculture and Rural Development*. Montpellier, France: CIRAD.
- Olivier de Sardan JP. 1992. Populisme développementiste et populisme en sciences sociales : idéologie, action, connaissances. *Cahiers d'études africaines* 120: 475-492.
- Olivier de Sardan JP. 1995. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris, France: Karthala.
- ORSTOM. 1979. *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique*. Paris, France: ORSTOM.
- Parsons T. 1976. *Eléments pour une sociologie de l'action*. Paris, France: Plon.
- Passeron JC. 1991. *Le raisonnement sociologique. L'espace non poppérien du raisonnement naturel*. Paris, France: Nathan.
- Richards P. 1985. *Indigenous agricultural revolution*. London, UK: Hutchinson.
- Rölling N. 1987. *Extension science: information systems for agricultural development*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Yung JM. 1985. Evaluation de la filière arachide au Sénégal, in: *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*. (Boiral P, Lantéri JF, Olivier de Sardan eds.) Paris, France: Karthala (Sciences sociales et développement rural).

